



Sur les remparts de Troie
Gözde Pamuk > P. 10

**Remise des Palmes académiques
aux directeurs de deux lycées
français de Turquie** > P. 5

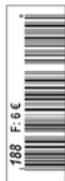


Naz İrem Türkmen, une violoniste surdouée
Âgée seulement de 14 ans, elle fait partie depuis deux ans du projet « Jeunes musiciens sur la scène mondiale » des pianistes virtuoses Süher et Güher Pekinel



Dr. Mireille Sadège > P. 9

Aujourd'hui la Turquie



N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



12 TL - 6 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 188, Novembre 2020

Ghada Chreim :
« C'est encore trop tôt
pour parler d'échec » > P. 3



La guerre frappe surtout les enfants

On ne peut trouver les mots adéquats pour critiquer les guerres dévastatrices. Malheureusement, les conflits armés se répandent de façon inquiétante. Aux anciens s'ajoutent de nouveaux, causant des dégâts incommensurables aux populations civiles.

Mais il y a une partie de cette société civile souffrante, la plus innocente, la plus faible, qui est constituée des enfants. En effet, selon les dernières données de l'UNICEF, la violence envers les enfants a été multipliée par trois durant les dix dernières années dans les zones de conflit. Il est aussi spectaculaire et horrible de constater qu'un sixième des enfants du monde vit au milieu d'un conflit armé.

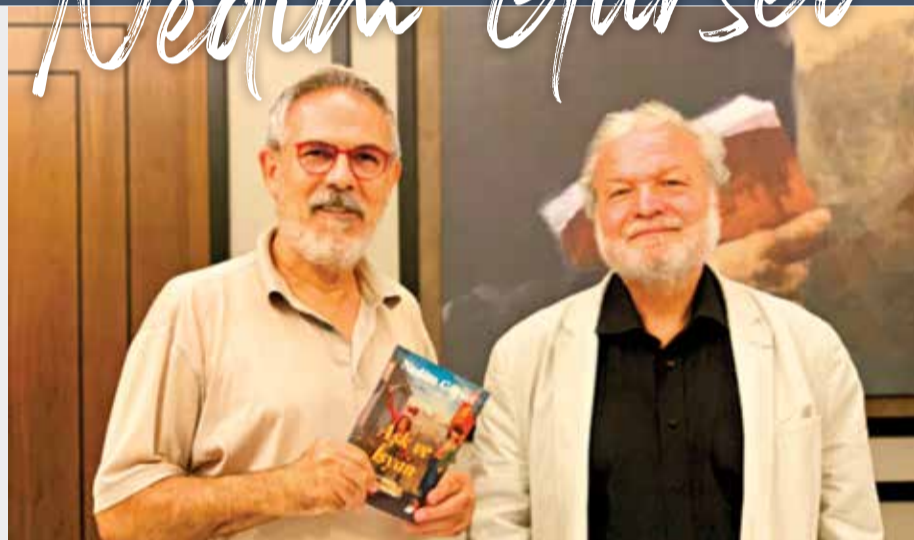
De même, selon le rapport intitulé « Guerre contre les enfants » de la fondation d'entraide *Save the Children*, le nombre d'enfants décédés ou blessés a atteint 12 125 en 2018. Quant au nombre d'enfants de par le monde qui ont subi les souffrances de la guerre pour la même période, il est effrayant : 415 millions... Ce qui constitue une hausse de 37 % par rapport à 2010.

Selon le rapport, et toujours pour l'année 2018, les dix pays les plus dangereux pour les enfants sont les suivants : l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Iraq, le Yémen, le Mali, le Nigeria, la Somalie, le Soudan du Sud, la Syrie et la République centrafricaine. Malheureusement, un enfant sur quatre vit dans une zone de crise en Afrique. Par ailleurs, 2 500 enfants ont été kidnappés par des milices armées dans les régions de conflit pour des fins guerrières. Les enfants qui sont utilisés comme soldats étaient au nombre de 7 000 en 2018. Ils étaient 65 000 au total entre 2005 et 2018 !



Eren M. Paykal > P. 8

Le voyage de Candide à Constantinople par Nedim Gürsel



Diplômé du lycée Galatasaray, Nedim Gürsel nous a fait le récit de sa vie et parlé de son nouveau livre. Son amour pour la littérature commence lors de son adolescence lorsque, dans le dortoir, tard dans la nuit, quand les lampes s'éteignaient, il tirait la couette sur lui, sortait sa lampe de poche et essayait de lire Baudelaire. Ses écrits ont commencé à paraître dans les revues littéraires à partir de la fin des années 1960. Celui qui a étudié la littérature française moderne à la Sorbonne a terminé son doctorat dans le domaine de la « littérature comparée » avec une thèse sur Louis Aragon et Nâzım Hikmet.

Parallèlement à ses activités académiques, il a écrit des articles pour divers organes médiatiques, dont *Le Monde*, *Cumhuriyet* et *Milliyet*. Il a également enseigné la littérature turque à la Sorbonne et fut directeur de recherche au Centre de recherche scientifique en France (CNRS). Il est membre de la PEN Writers Association, de la Paris Writers House et de la Mediterranean Academy.

Nedim Gürsel vit entre Paris et Istanbul. Alors que la Sublime Porte l'inspire et figure dans la plupart de ses romans, l'écrivain déclare : « Je vais partout avec le sentiment que je prends toujours un morceau d'Istanbul ».

L'année dernière, Nedim Gürsel nous avait emmenés en Iran avec son livre intitulé *Mehdi'yi Beklerken* (*En attendant Mehdi*). Un an plus tard, il nous refait vivre l'Ère des Tulipes de l'Empire ottoman qui a duré un peu plus de 12 ans (1718-1730) avec son nouveau roman *Aşk ve İsyan, Saf Oğlan'ın İstanbul Yolculuğu* (*Amour et soulèvement, Le voyage de Candide à Constantinople*).

Cette période débute avec le traité de Passarowitz¹ qui a mis fin à la guerre de quatre ans entre l'Empire ottoman et la ré-

publique de Venise, et s'achève avec la rébellion de Patrona Halil, l'instigateur d'une révolte populaire qui s'est terminée par l'exécution de ce dernier et celle de plus de sept mille de ses partisans. Relativement pacifique, l'Ère des Tulipes a vu le début de l'occidentalisation de l'Empire ottoman. Cette époque couvre essentiellement la période du règne d'Ahmet III, 23^e Sultan de l'Empire ottoman qui a joui d'une certaine longévité avec un règne de 27 ans.



(lire la suite page 5)

Domaine 7 Bilgeler :
Un vignoble égéen entre
Histoire et philosophie



Dr. Göknuş Gündoğan > P. 9

Retour sur...

Biélorussie : les femmes au front de la guerre des nerfs, Nada Abou el-amam, P. 4

2018-2020 : Que reste-t-il des Gilets Jaunes ?, Ryan Tfaily, P. 6

La dernière ligne droite de la course à la Maison-Blanche, Lamia Bensid, P. 7



**Le lycée Saint-Joseph,
un établissement créateur
d'« ambassadeurs d'espoir »**



> P. 11



**Exposition « Itinérances »
du photographe Ferrante
Ferranti** > P. 12



Dr. Olivier Buirette

C'est un incroyable parcours que celui de l'ancien Maire de Tirana (de 2000 à 2011), Edi Rama, qui devait devenir en 2013, à 49 ans, le premier ministre d'Albanie. Il fut ainsi l'un des plus jeunes premiers ministres de l'histoire de cet État qui fut l'un des plus isolés d'Europe, notamment durant la période communiste. Ce dernier devait développer toute une série de réformes qui ont permis à ce que l'on commence à parler de lui en Occident.

Il faut dire que l'Albanie, ce petit pays de 28 000 km² encastré dans les Alpes Dinariques pour une population d'un peu plus de trois millions d'habitants, a une singulière histoire en Europe et qui plus est dans notre histoire contemporaine, car il a toujours été en dehors des principaux événements qui l'ont concerné. En effet, après son indépendance face à l'Empire ottoman en 1912, ce petit État, après une courte période démocratique dirigée par Fan Noli, est devenu une monarchie soutenue par la Grande-Bretagne en la personne d'Ahmed Zogu, connu sous le nom de Zog 1^{er}. L'Albanie sera l'une des victimes de l'expansionnisme de l'Italie fasciste voisine en 1939. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Albanie, dès novembre 1944, est devenu l'un des régimes communistes parmi les plus orthodoxes au monde sous la main de fer d'Enver Hoxha jusque-là mort de celui-ci le 11 avril 1985. Ramiz Alia lui succéda jusqu'en avril 1992, date de la fin du régime communiste qui fut emporté par la vague de la fin de la guerre froide en Europe et la dissolution de

Automne 2020 : Vers une nouvelle Albanie ?

la Yougoslavie titiste au travers d'une guerre civile qui dura, rappelons-le, dix ans (1990-2000).

L'Albanie d'Enver Hoxha laissera le souvenir d'un pays totalement enclavé refusant toute déstalinisation. Ceci entraînera sa rupture en 1956 avec l'URSS puis son rapprochement avec la Chine populaire de Mao.

Cet isolement est aussi largement conditionné par une géographie ne laissant comme accès simple que la région de Shkodër et son lac jouxtant le Monténégro au Nord. Le reste forme un imposant cirque montagneux avec des sommets dépassant souvent les 2000 mètres.

La période postcommuniste en Albanie sera brutale et à la mesure du désenclavement du pays. En effet, le pays des aigles va connaître de nombreuses crises et des soubresauts pour aboutir, après l'ère historique symbolisée par le premier chef d'État non communiste d'Albanie, Sali Berisha (premier ministre de 1992 à 1997 puis président de 2005 à 2013), à une période se voulant plus stable et sous le coup d'une normalisation dirigée vers un espoir d'adhésion à l'Union européenne (UE), à savoir avec l'arrivée aux affaires d'Edi Rama.

Ce dernier devient donc premier ministre en 2013 puis est reconduit par les élections législatives de 2017 notamment en raison de ses bons résultats économiques : le pays était en récession à son arrivée, tandis que le taux de croissance est aujourd'hui de 4,5 %. Le domaine de l'emploi est la plus grande réussite du gouvernement Rama, puisque le taux de chômage est passé de plus de 18 %

en 2014 à 12 % en 2018. De plus, il est parvenu à rééquilibrer les finances publiques grâce à une politique d'austérité, le déficit passant de 5 % à moins de 2 % en 2018.

Durant son second mandat, Edi Rama favorisera les partenariats public-privé, mais cela aura un effet d'enrichissement rapide pour un cercle d'entrepreneurs proches du pouvoir, produisant ainsi en partie un effet « à la russe » particulièrement impopulaire autour de la naissance d'une oligarchie financière. En 2018, une loi, saluée par l'UE, qui prévoit la mise en concurrence des universités et leur ouverture au marché, provoque une augmentation des frais de scolarité et le mécontentement des étudiants.

À partir de février 2019, Edi Rama est de plus en plus décrié par l'opposition qui réclame sa démission et organise des manifestations dans le pays, souvent avec une extrême violence. Face aux plus importantes manifestations depuis des décennies, il renvoie la moitié de son gouvernement et consent à certaines concessions vis-à-vis du mouvement étudiant. Il n'en demeure pas moins que ce petit État confronté, comme tous les autres, à la crise du coronavirus durcit sa législation et que la chaîne officielle que le premier ministre a créée sur Facebook pour, dit-il, « dialoguer directement avec le peuple », a provoqué quelques inquiétudes, sans parler du rapprochement toujours plus important de ce seul pays à majorité musulmane d'Europe avec la Turquie, rare pays pour lequel les Albanais n'ont pas besoin de visa pour se rendre.

On le voit, le contexte géopolitique parmi les pays candidats à l'entrée dans l'UE continue d'évoluer. Nous avons vu une Serbie voisine et prudente qui distribue les bons points selon ses intérêts entre l'UE et l'ancien allié traditionnel russe, mais aussi une Albanie qui se rapproche d'une autre puissance ré-émergente dans les Balkans, à savoir la Turquie qui retrouve dans le Sud-Est européen son ancienne sphère d'influence. Ceci n'empêcha cependant pas Edi Rama de poursuivre le processus de candidature à Bruxelles.

En cet automne 2020, alors qu'une nouvelle décennie commence pour le XXI^e siècle, nous avons l'étrange impression que les pays désirant adhérer à l'UE dans les Balkans et dans l'ex-Yougoslavie vont devoir choisir entre souscrire à une allégeance au retour de l'influence des grandes puissances régionales et à une diplomatie qui nous rappelle parfois la façon dont les relations internationales étaient menées avant 1914, ou se tourner vers une nouvelle dynamique de l'adhésion vers une UE qui finira peut-être par sortir de la série de crises que celle-ci affronte depuis 2005 et le rejet de son projet constitutionnel. Hélas, l'actuelle cacophonie européenne pour affronter la crise sanitaire ne porte pas à l'optimisme au moment où nous écrivons ces lignes.

La fin de l'année 2020 va sans doute se refermer sur cette incertitude. Il faudra sans doute attendre la fin de la pandémie pour voir une nouvelle distribution des rapports de force dans la région. Une chose est certaine, l'Albanie en cours de rénovation par Edi Rama y jouera tout son rôle.



Ozan Akyürek

Avocat au Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

Alors que les associations européennes de consommateurs demandent depuis de nombreuses années une solution judiciaire afin d'unifier les procédures contentieuses similaires disséminées partout en Europe, la réponse du législateur européen est à la mesure de leurs attentes : la création d'une *class action* à l'échelle de l'Union.

Bien qu'audacieuse, cette annonce n'est pas complètement originale. En effet, la *class action*, autrement nommée l'action de groupe, est déjà connue de nombreux systèmes juridiques. Venue des États-Unis où elle est plébiscitée depuis des années, elle désigne la procédure judiciaire par laquelle un grand nombre de consommateurs, ayant subi un même préjudice généré par un même professionnel, s'unit afin d'en obtenir la réparation. Déjà connue de 19 États

La class action à l'heure européenne

membres, elle a notamment été introduite en France par la loi dite *Hamon* du 17 mars 2014. Elle n'a cependant pas rencontré le succès escompté puisqu'elle n'a donné lieu qu'à 21 actions depuis sa création. L'édification d'une action d'envergure européenne pourrait bien donner un second souffle à cet instrument juridique sous-estimé.

C'est pourquoi, le rapporteur Geoffroy Didier a pu rappeler l'essence de cette innovation : « [l'] objectif n'est pas de punir qui que ce soit, mais simplement d'indemniser les victimes d'un préjudice ». Cette idée s'inscrit dans le cadre de la « Nouvelle donne pour les consommateurs », une initiative de la Commission européenne d'avril 2018 qui vise à garantir une défense accrue des consommateurs européens. Dans cette optique, la Commission a également émis un premier projet de directive sur l'action de groupe européenne. Toutefois, cette proposition est

loin d'avoir remporté l'adhésion générale, faisant même l'objet de presque deux ans de débats entre le Parlement et le Conseil de l'Union avant de céder sa place à une seconde version datée du 30 juin 2020.

Ce second projet, produit cette fois par le Conseil de l'Union européenne, vise à harmoniser la *class action* à l'échelle européenne en créant un arsenal législatif nouveau. Ainsi, il propose que seules les « entités qualifiées », qui ne seront autres que des organisations de consommateurs ou des organismes publics indépendants à but non lucratif désignés par les États membres, puissent introduire des actions au nom des consommateurs. De plus, les domaines qui pourront donner lieu à des actions collectives se sont multipliés. On compte parmi eux, non seulement le droit de la consommation général, mais aussi les services financiers, les télécommunications, la protection des données personnelles, le tou-

risme et l'énergie.

Afin de dissiper toute crainte que l'action de groupe européenne ne connaisse les mêmes dérives que celle américaine, le rapporteur Geoffroy Didier a précisé que « [n]ous avons pris ce qui fonctionne aux États-Unis en laissant de côté les travers du système ». Aussi, la directive appliquera notamment deux garde-fous contre les abus : le principe du « perdant payeur » qui impose à la partie déconfite de couvrir les frais que l'action a pu engendrer ainsi que la possibilité pour les juridictions et autorités administratives nationales de rejeter les affaires manifestement infondées.

Adopté en première lecture par le Conseil, ce texte doit encore être approuvé par le Parlement européen. Si tel est le cas, alors les États membres disposeront de deux ans afin de la transposer dans leur droit national et de six mois pour la faire appliquer.

Ghada Chreim : « C'est encore trop tôt pour parler d'échec »

Ghada Chreim est l'actuelle ministre des Déplacés du Liban. Alors que le gouvernement d'Hassan Diab a démissionné le 10 août 2020 à la suite de l'explosion du port de Beyrouth, six mois après être entré en fonction, Ghada Chreim revient pour Aujourd'hui la Turquie sur les difficultés auxquelles le gouvernement a dû faire face, et dresse un premier bilan.



Vous êtes ministre des Déplacés, un poste qui n'existe qu'au Liban. Est-ce que vous pouvez nous expliquer ce que vous faites ?

Les « déplacés » sont des personnes qui furent obligées de quitter leur région à cause de la guerre civile entre 1975 et 1990, majoritairement dans les années 1980 lors des massacres interconfessionnels. Ils ont ainsi perdu leur propriété et un ministère a été créé à la fin de la guerre pour pouvoir dédommager ces personnes et accompagner leur retour dans leur région d'origine. Nous sommes en train de travailler sur le développement rural, qui est actuellement géré par un comité inter-ministériel où le ministère des Déplacés est responsable de la partie technique. Les « déplacés » au Liban viennent essentiellement de zones rurales, de villages et de régions qui ont besoin d'être développées sur le plan économique et social. Malheureusement, le Liban a sous-estimé ces régions en ne leur donnant pas suffisamment d'importance. Maintenant en crise économique, il est nécessaire de développer ces régions surtout au niveau de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme. On est à présent sur la bonne voie, l'idée serait donc de transformer le ministère des Déplacés, dont les affaires seront bientôt clôturées, en ministère du Développement rural.

Vous avez donc fait partie des six femmes ministres cette année, une première dans l'histoire du Liban. Est-ce qu'on observe dans la vie politique libanaise une transition vers la parité homme-femme ?

Oui je le pense. Un des avantages de la révolution d'octobre 2019 a été de casser ce tabou. Il y a encore un déséquilibre marqué entre les villes du littoral et les régions plus reculées, mais cela va évoluer. Notre gouvernement a été pour la première fois composé de six femmes, et malgré évidemment des avis parfois sexistes, nous avons été critiqués sur notre travail et nos positions, mais pas sur le fait d'être une femme. Ce tabou a bien été levé. Dans les rues, lors des manifestations, beaucoup de femmes ont été actives, voire meneuses, et aucun blocage n'a été constaté concernant cela. **Le gouvernement d'Hassan Diab a démissionné le 10 août dernier, un peu plus de six mois après avoir été formé. En l'attente d'un nouveau gouvernement, les ministres assurent le fonctionnement des affaires courantes. On dit que ce gouvernement a échoué, et qu'il n'a pas su se montrer à la hauteur des crises touchant le Liban. Ces critiques vous paraissent-elles justifiées ?**

C'est encore tôt pour parler d'échec, et de voir les résultats de l'action du gouvernement. Ce qui est certain c'est que ce gouvernement a été boycotté, localement par certains partis ainsi que par les médias partageant leur orientation politique, nourrissant un vivier de « fake news » important, régionalement au Moyen-Orient, et internationalement par des puissances extérieures à la région. Cela a empêché le gouvernement d'avancer sur les réformes qu'il était censé entreprendre. Nous avons évolué dans un contexte très difficile : sur le plan financier avec les négociations houleuses sur l'Euro Bound et

sur la dette souveraine avec le FMI, sur le plan sanitaire avec le coronavirus et l'explosion du port de Beyrouth, sur le plan social avec une forte contestation locale, car une partie de la population a considéré que ce gouvernement ne représentait qu'un axe politique du Liban, celui du « 8 mars », Courant Patriotique Libre, Hezbollah et Amal, ce qui était injuste, et qui avec le temps va être mis au clair.

Quel bilan faites-vous de votre propre ministère ?

Il est grand temps d'en finir avec ce ministère. Parler de la guerre civile est dépassé. À l'origine, ce ministère a été créé pour deux ans seulement à la fin de la guerre, mais pour des raisons de corruption, de négociations entre partis et sectes religieuses, les choses ont perduré jusqu'à présent. La transition vers le développement rural que nous avons entamé est un regard vers l'avenir, alors que les déplacés sont les affaires du passé. Il est temps de tourner la page. Nous avons essayé autant que possible d'épurer tous les dossiers, de clôturer les cas qui ne devraient plus bénéficier d'aides du ministère, notamment des cas où les personnes percevaient un dédommagement alors qu'ils avaient vendu leur propriété. Nous avons conservé uniquement les dossiers dont le droit à l'aide gouvernementale est avéré, et nous attendons maintenant les liquidités afin de procéder aux règlements. Nous en sommes presque à la fin. Nous travaillons désormais à un plan de transition vers le développement rural, la planification des aides, et la juste répartition du travail des ministères pour éviter les doublons.

Après avoir été nommé comme nouveau premier ministre, Mustapha Adib a préféré se rétracter, étant en incapacité de composer le gouvernement qu'il souhaitait. Comment expliquez-vous ce retournement ?

Je pense qu'avec le temps qui passe tout va devenir très clair. Il manquait la volonté libanaise de dépasser les conflits intérieurs et de pouvoir se réunir autour d'un projet commun. Je pense qu'avec Mustapha Adib on a vu très clairement que nous n'étions pas encore capables d'aller vers un renouveau politique.

Saad Hariri a annoncé cette semaine qu'il était candidat pour former un nouveau gouvernement, à quelques jours de l'anniversaire de la révolution d'octobre responsable de sa démission. Qu'est-ce que vous en pensez ?

J'espère, dans le cas où il est nommé, qu'il pourra donner un élan à l'initiative française pour le sauvetage du Liban.

Lorsque vous quitterez vos fonctions de ministre, qu'est-ce que vous comptez faire et avez-vous un conseil à donner à votre successeur ?

J'étais professeur de littérature française à l'université libanaise, lorsque je quitterai mes fonctions j'y reviendrai, et ce sera un plaisir de reprendre ma place. Je souhaite à la personne qui me succèdera d'en finir avec ce ministère et de travailler pour le développement rural. Pour le moment, le Liban ne produit pas suffisamment, notre économie est basée sur l'importation et, avec la crise actuelle, nous avons besoin de pouvoir compter sur nous même. C'est le développement rural qui permettra cela.

* Propos recueillis par Camille Exare

La 5G mérite mieux qu'un discours présidentiel

Fidèle à la tonalité de startupper qui nimbe ses discours présidentiels depuis son élection, c'est devant la prestigieuse « French Tech » qu'Emmanuel Macron a décidé de s'exprimer au sujet de la 5G. « La France va prendre le tournant de la 5G, car c'est le tournant de l'innovation », a-t-il fermement déclaré le 14 septembre dernier, acclamé par la crème des entrepreneurs français. Comme beaucoup d'autres, le président français semble craindre la montée du vote écologique dans la perspective de 2022 ; il n'est donc pas étonnant qu'il ait ironisé sur les opposants à l'avènement de la 5G, réduits à des partisans du « modèle amish » et autres amateurs du « retour de la lampe à l'huile ». C'est que la nouvelle technologie, dont les premières fréquences ont déjà été achetées aux enchères par des opérateurs français, promet de bouleverser notre quotidien : en utilisant des ondes comprises entre 3,4 et 3,8 GHz (gigahertz), elle permettrait une puissance jamais atteinte dans la transmission des données. En filigrane, c'est la promesse



d'une révolution industrielle qui se dessine : celle d'un monde ultra-connecté, où les usines, les productions agricoles, les services de maintenance seraient fortement optimisés. Pourtant, au-delà des querelles politiques, cette question mériterait un véritable débat démocratique et apaisé.

Le progrès technologique, inéluctable ?

En l'occurrence, les propos d'Emmanuel Macron tendent justement à fermer tout

débat. Et, pour en comprendre le sens, il faut remplacer son discours sur la 5G dans l'appareil idéologique plus global du chef de l'État. Ce dernier croit en une conception post-politique de la société, selon laquelle la politique, c'est-à-dire l'art de choisir et d'arbitrer, s'efface devant les impératifs transcendants de la Science ou de l'Économie. Comme pour la mondialisation ou le libre-échange, la France n'aurait pas le choix face à la 5G : il s'agirait d'un état de fait qui s'imposerait *naturellement* à nous, contre lequel le pouvoir politique ne pourrait rien, et qu'il faudrait donc accepter. Trois arguments sont déployés par le président pour soutenir ses allégations. D'une part, le « tournant de la 5G » équivaldrait automatiquement à celui de « l'innovation ». Ce réflexe qui assimile immédiatement toute avancée technologique à un progrès, est pourtant contestable : la science peut améliorer ses champs de recherche sans que leur application ne constitue nécessairement une avancée pour les citoyens. D'autre part, le président, de même que

son secrétaire d'État au numérique pour qui la 5G est « *indispensable à la compétitivité de la France* », estime que le pays doit suivre les autres dans la course à la 5G, sans quoi elle accuserait un retard conséquent. « Puisque les autres le font, la France doit suivre », dit en somme Emmanuel Macron, dont l'adaptation de la France à la mondialisation constitue un levier fondamental du programme présidentiel. Un argument qui révèle bien le caractère encastré de nos économies, toutes obligées de poursuivre la course à la compétitivité à l'heure de la mondialisation et n'ayant plus le choix de leurs cadres de vie. Enfin, le chef de l'État invoque « Les Lumières » et le confort individuel pour justifier le caractère inéluctable de la 5G. Or, c'est toujours au nom du Bien, et notamment du bonheur individuel, que s'imposent les plus grands gains pour les puissances financières et économiques.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

* Ryan Tfaily

Biélorussie : les femmes au front de la guerre des nerfs

« Notre Constitution n'est pas adaptée pour une femme. Notre société n'est pas prête à voter pour une femme. » Lors d'une visite au printemps dernier à Minsk, le président biélorusse réagissait aux rumeurs courantes des candidatures de femmes à l'élection présidentielle. Ces quelques mots à l'image du régime viril de Loukachenko rebondissent ironiquement aujourd'hui dans un contexte de crise politique où l'espoir d'un « changement » est symbolisé par une femme. Le 9 août dernier, les résultats officiels de l'élection présidentielle en Biélorussie affirmaient la victoire du président Alexandre Loukachenko pour un sixième mandat consécutif. Des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées face à la réélection du président bénéficiant de 80,23 % des voix, un scrutin jugé truqué allant à l'encontre du sentiment général de ce pays de 9,5 millions d'habitants.



La candidate du « dernier espoir »

Au pouvoir depuis 26 ans, le président du Bélarus a vu sa place menacée par un trio de femmes, devenues *leaders* de l'opposition aux drapeaux flottants rouge et blanc. Parmi elles, Svetlana Tikhonovskaïa, la plus grande rivale de Loukachenko, aujourd'hui exilée en Lituanie. Ancienne traductrice et enseignante d'anglais, cette femme de 37 ans est devenue un symbole de liberté défiant l'autoritarisme. Elle est sortie de l'anonymat depuis l'incarcération de son mari au printemps dernier, Sergueï Thikanovski, Youtubeur de 42 ans, faisant acte de candidature à l'élection présidentielle. Livrée à elle-même, Tikhonovskaïa ne voit d'autres solutions que de se présenter à l'élection du 9 août en tant que candidate d'opposition. À la surprise générale, la commission électorale valide sa candidature, après qu'elle ait réussi à réunir les dizaines de milliers de parrainages nécessaires. Selon les résultats officiels de l'élection présidentielle, Svetlana Tikhonovskaïa n'aurait obtenu que 10,9 % des voix. Animée par l'espoir d'un changement, elle apparaît aux côtés de deux autres femmes : Veronika Tsepkaïo, l'épouse d'un opposant exilé à Moscou, et Maria Kolesnikova, la directrice de campagne de Viktor Babaryko, un banquier incarcéré en juin 2020 dans la

course à la présidentielle. Au cœur du régime politique « viril » de Loukachenko, ces femmes incarnent désormais le pouvoir populaire sans plus nécessairement être des « femmes de ». Svetlana Tikhonovskaïa, Veronika Tsepkaïo et Maria Kolesnikova symbolisent la puissance, le courage et la paix ; la première au poing levé, la seconde les doigts en « V » de victoire, la troisième les mains au cœur.

Une protestation populaire réprimée

Au lendemain des résultats, des manifestations monstres ont éclaté partout dans le pays d'Europe de l'Est pour dénoncer les fraudes du scrutin, et surtout pour exiger le départ du chef de l'État. Plongé dans une crise politique majeure, le peuple s'engage à travers le pays et multiplie les manifestations en réclamant la libération des prisonniers politiques et l'organisation de nouvelles élections démocratiques. Cette exaspération populaire atteste d'une présence féminine massive, tant au rang des manifestants qu'à la tête du mouvement. Femmes et hommes, étudiants, ouvriers, enseignants, sportifs... tous s'unissent autour du ralliement national, alors que la menace d'une grève massive règne sur le pays. Mais, violentes ou pacifiques, ces protestations ont entraîné un déchaînement de violences policières. Les arrestations arbitraires ont poussé la création

de chaînes humaines de femmes afin de protéger les hommes des coups des forces de l'ordre. Certains, réprimés par les forces anti-émeutes, sont roués de coups dans les fourgons ou au commissariat, d'autres se retrouvent en prison ou à l'hôpital. En contre-attaque, des manifestants, très souvent des femmes, tentent d'arracher les cagoules de policiers faisant preuve de violence pour révéler leur visage et donc les rendre « identifiables ». Jugeant que la contestation « se radicalise », le ministre de l'Intérieur, Iouri Karaev, a averti que les forces de l'ordre « ne quitteront pas les rues et utiliseront, si nécessaire, des équipements spéciaux et des armes de combat ». Ces nouvelles mesures menaçantes se justifieraient par les « jets de pierres, de bouteilles et de couteaux » sur les autorités anti-émeutes, selon le vice-ministre de l'Intérieur Guennadi Kazakevitch. Ces manifestations auraient fait au moins trois morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations.

Un gouvernement en formation de l'exil à la prison

Aujourd'hui, Svetlana Tikhonovskaïa et Veronika Tsepkaïo, menacées par les autorités biélorusses, sont toutes les deux réfugiées dans les pays voisins : l'une en Lituanie, l'autre en Russie. Maria Kolesnikova est la seule membre du « trio » en-

core présente sur le territoire biélorusse. Elle est emprisonnée à la maison d'arrêt n°1 de Minsk après avoir résisté à une tentative d'expulsion du territoire par la force le 9 septembre à la frontière ukrainienne. Là, elle avait déchiré son passeport et avait empêché ses ravisseurs à lui faire passer le poste de police. À cette heure, elle se trouve accusée d'avoir porté atteinte à la sécurité nationale. Néanmoins, le démantèlement de l'opposition n'a pas réussi à affaiblir la colère du peuple qui multiplie les manifestations.

Une cérémonie tenue secrète

« En prenant mes fonctions de président du Belarus, je jure solennellement de servir le peuple de la République du Belarus, de respecter et de protéger les droits et libertés des individus et des citoyens... »

Deux semaines après l'éclatement du mouvement populaire, le président Loukachenko a prêté serment en catimini au Palais de l'Indépendance à Minsk pour un sixième mandat consécutif en déclarant que la « révolution » avait échoué. Cette cérémonie traditionnelle est apparue aux yeux des manifestants comme un signe de faiblesse. « Si tu as obtenu 80 % de votes, pourquoi tu as peur de nous ? », demandaient les pancartes dans les rues de Minsk après l'investiture secrète du président. De ce fait, il exclut tout dialogue avec ses détracteurs.

L'Union européenne soutient l'opposition biélorusse

L'étau semble se resserrer sur le président biélorusse, tant au niveau national qu'international, avec l'intervention de l'Union européenne. D'abord, la non-reconnaissance du résultat de l'élection présidentielle. Puis, l'accord politique des ministres européens des Affaires étrangères afin de sanctionner les dirigeants du régime tenus responsables de « falsification des résultats électoraux et de violences à l'encontre des protestataires ». Alexandre Loukachenko n'est pour le moment pas directement concerné. Le 22 octobre, l'Union a décerné le prix Sakharov des droits de l'Homme à l'opposition démocratique du régime de Biélorussie. « N'abandonnez pas votre combat. Nous sommes à vos côtés », a déclaré David Sassoli, le président du Parlement européen, sur son compte Twitter.

* Nada Abou el-amaim

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by DICE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...



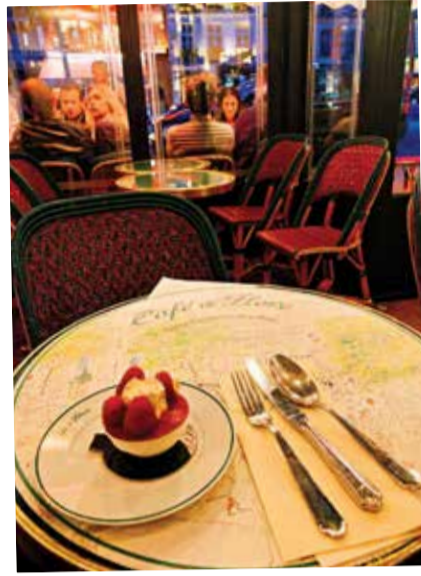
Meliha Serbes

MODE

Je ne veux pas parler de la pandémie dans l'article de ce mois-ci, mais elle a provoqué de grands bouleversements dans nos vies. Le monde entier a été touché à des degrés différents. Nos habitudes ont commencé à changer. Il y a eu des changements dans différents domaines tels que la vie professionnelle, l'éducation, le shopping, le tourisme. J'espère que vous êtes peu touché par cette situation. Comme je l'ai mentionné dans mes articles précédents, des défilés de mode ont eu lieu en ligne et certaines marques ont même présenté leurs collections avec des supports originaux tels que des marionnettes. Le créateur turc Bora Aksu, qui a participé à la Fashion Week de Londres, a déclaré qu'il était très affecté par la pandémie et que cela se reflétait dans sa collection. Le célèbre styliste avait préparé une collection en blanc influencée par la grippe espagnole et la Première Guerre mondiale, et il rendait hommage au travail des infirmiers et des

Comment s'habille le coronavirus ?

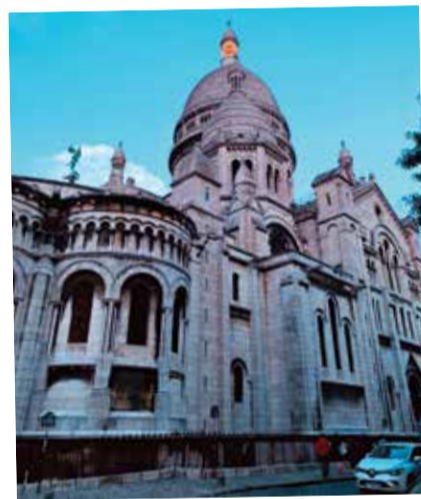
ambulanciers durant cette période. De nombreux artistes reflètent la période actuelle dans leurs œuvres. En fait, cela a toujours été le cas. Peintres, sculpteurs et écrivains sont les historiens qui décrivent le mieux leurs périodes.



La Mercedes-Benz Fashion Week s'est tenue à Istanbul à la fin du mois de septembre. Bien entendu, ces défilés de mode étaient également diffusés en ligne. Ainsi, tout le monde pouvait les suivre. Auparavant, c'était des gens de l'industrie de la mode, tels que des chroniqueurs de mode célèbres, des stylistes et des mannequins, qui participaient aux défilés. Nous ne pouvions qu'assister à des parties rediffusées de ces derniers. Depuis la pandémie, tout le monde peut désormais suivre l'intégralité des défilés en ligne. C'est un effet positif de la pandémie. Cela nous a notamment permis de découvrir les dernières tendances sur les gens qui se promènent dans les rues de Nişantaşı, de Bebek et de Bağdat. À notre grand bonheur, il y a beaucoup d'adeptes de la mode.



En parlant de mode, j'aimerais vous proposer une série de Netflix : « Emily in Paris ». Paris, la capitale de la mode. Cette série porte donc sur les univers de la mode française et américaine. Bien sûr, Emily attire l'attention grâce aux vêtements et accessoires qu'elle porte dans chaque épisode. J'ai examiné tous les vêtements de la série qui compte dix épisodes qui affichent les tendances de la mode avec Jean Paul Gaultier, Christian Dior, Moschino, Fendi, Staud, Christian Louboutin, MSGM, Chiara Ferragni, Aigle Journe, Céline, Claudie Pierlot, Alexandre Vauthier, Philosophie, Chanel, DSQUARED2, DvF, Stuart Weitzman, Aalto, Marc Jacobs. La série dévoile les pièces vedettes de cette saison. Bien que Emily soit l'héroïne de cette série, c'est Paris qui brille, reste noble et belle. La série nous fait vivre Paris et ses lieux les plus emblématiques tels que Montmartre, le Sacré-Cœur, le Café de Flore, le Panthéon et l'Opéra Garnier. Bref, la série est aussi un bon moyen de promouvoir Paris ; car elle l'a mise parfaitement en valeur. Je n'ai pas encore d'informations pour la prochaine saison, mais je l'attends avec impatience.



Dr. Hüseyin Latif

Docteur en histoire des relations internationales

Le voyage de Candide à Constantinople par

Nedim Gürsel

(Suite de la page 1)

Ahmet III était un sultan réformateur qui passa une grande partie de sa vie sous surveillance puisqu'il fut fait prisonnier de maison (*Kafes*) jusqu'à ses trente ans puis à la suite de son abdication jusqu'à sa mort, soit pendant encore six ans.

Son esprit réformiste se heurta à la réaction des janissaires, jaloux de leurs privilèges, et qui par mécontentement avaient déjà déposé Mehmet IV, son père, en 1687 et son frère, Mustapha II, en 1703. Le sultan succomba donc à la pression des janissaires emmenés par leur chef Patrona Halil et dut abandonner son grand vizir, son gendre bien aimé Damat Ibrahim, qui fut alors exécuté. Dépourvu de son principal appui, le sultan ne tarda pas à abdiquer. C'est ainsi que s'acheva l'Ère des Tulipes et que s'ouvrit le règne de Mahmoud I^{er}. Ahmet III mourut dix ans plus tard en prison, à l'âge de 62 ans.

En tournant les pages du roman de Nedim Gürsel, nous sommes transportés dans cette époque de l'Empire durant laquelle l'élite et la haute société ottomanes furent prises de passion pour les tulipes qui étaient utilisées en diverses occasions. Ces fleurs symbolisaient la noblesse et les privilèges, tant au sens vénal qu'au sens de disponibilité pour les loisirs.

J'ai demandé à Nedim Gürsel s'il aurait voulu vivre à cette période où l'art et la littérature étaient extrêmement importants. Celui-ci m'a répondu qu'il n'aurait pas aimé connaître la même fin que celui du poète de l'époque Nedim qui, en voulant fuir le châtiement des janissaires pendant le soulèvement, est morte après avoir sauté d'un toit à l'autre et glissé. Néanmoins, la vie au palais avec les *cariye* (les servantes du palais) devait être exceptionnelle, et il voulait évoquer cette époque de l'histoire afin d'en profiter.

Comme vous le constatez, si vous voulez voyager dans une époque d'épicurisme, de plaisirs et de délices au sein de l'Empire ottoman, il vous suffit de lire le dernier chef-d'œuvre de Nedim Gürsel.

1- L'un des plus désavantageux qu'ait signé l'Empire ottoman.



Remise des Palmes académiques aux directeurs de deux lycées français de Turquie

Le 7 octobre, M. Yann de Lansalut, directeur du lycée Notre-Dame de Sion, et M. Pierre Gentric, directeur du lycée Saint-Benoît, se sont vus remettre les Palmes académiques des mains de son Excellence M. Hervé Magro, Ambassadeur de France en Turquie.

Cette distinction qui honore certains membres de la communauté éducative a été remise lors d'une cérémonie qui s'est déroulée en comité restreint dans les jardins du Palais de France du fait de la pandémie de la Covid-19. En tant que plus ancien ordre honorifique de distinctions civiles, les Palmes académiques honorent ceux qui contribuent, activement, au rayonnement de la culture française dans le monde. À cet égard, l'Ambassadeur de France a souligné le travail accompli par MM. Gentric et de Lansalut notamment en ce qui a trait aux initiatives et aux réalisations novatrices dans leurs établissements respectifs.

Dans son discours de remerciements, M. Yann de Lansalut a exprimé sa reconnaissance pour les valeurs qu'il a reçues de sa famille, à savoir « accueillir, savoir, et servir », soit des valeurs qui « allient

le cœur et la raison au service de l'éducation ». Il a également tenu à mettre en avant le travail de celles et ceux qui travaillent ou qui ont travaillé à ses côtés au service de l'éducation, avant de saluer l'engagement de son épouse auprès de celui qui a contribué de façon significative au développement du lycée Notre-Dame de Sion, une école d'excellence, en atteste son label France Education.



M. Gentric a pour sa part souligné que, au-delà de sa personne, « c'est d'une part notre langue et notre culture qui sont honorées et, d'autre part, tous ceux qui m'ont accompagné ». Modestement, et ému par cette « marque d'estime et d'amitié » qui révèle « toute l'importance que nous accordons tous à notre identité et à notre langue », il a souhaité remercier ceux qui l'ont « soutenu, aidé, encouragé pendant ces années, ceux avec qui nous avons porté et portons encore des valeurs communes d'éducation d'Humanisme et d'Universalité » afin de faire de cette décoration individuelle une reconnaissance collective envers tous les membres des « Communautés éducatives qui transmettent des connaissances, qui ouvrent des yeux et des cœurs, qui donnent goût à l'apprentissage, qui développent une curiosité ».

Covid-19 : le gouvernement français accroît les restrictions face à des oppositions croissantes dans certains milieux scientifiques

Le 11 février 2020, l'OMS nomme officiellement la maladie dans plusieurs langues. En France, le terme retenu est « maladie à coronavirus 2019 » (COVID-19). Un mal à nommer pour mieux le combattre. Pourtant, neuf mois plus tard, la maladie est encore présente et cristallise toujours autant les tensions autour d'elle. Le gouvernement français déclare que le pays traverse une « seconde vague » de la pandémie tandis que plusieurs voix « dissonantes » émergent contre sa gestion.

« Nous ne voulons plus être gouvernés par la peur »

Dans une tribune pour le journal Le Parisien, 35 scientifiques, universitaires et professionnels, dont Jean-François Toussaint et Laurent Mucchielli, dénoncent la gestion de la crise sanitaire qui révélerait plutôt d'une « posture protectrice ». La communication du gouvernement est jugée trop anxiogène et culpabilisante. Les scientifiques reviennent notamment sur certains termes employés par les membres du gouvernement et du président lui-même, le fameux « nous sommes en guerre ! » En réponse, on peut lire dans la tribune : « Nous ne sommes pas en guerre, mais confrontés

à une épidémie qui a causé 30 décès le 9 septembre, contre 1438 le 14 avril. La situation n'est donc plus du tout la même qu'il y a cinq mois ». Les signataires s'inquiètent notamment sur le fait que certaines mesures vont à l'encontre de l'État de droit et des libertés publiques. Enfin, les chercheurs et médecins reviennent sur le confinement général et l'imposition du port de masque dans la rue, y compris dans les régions où le virus ne circule pas, et dont l'efficacité n'est pas démontrée scientifiquement.

Le gouvernement accroît les restrictions

En même temps que des voix se soulèvent contre des mesures jugées liberticides par certains, le gouvernement accroît les

restrictions. Déjà le 12 octobre, le premier ministre, Jean Castex, évoque dans la matinale de Franceinfo la deuxième vague : « Nous sommes dans une situation très difficile », avant d'ajouter : « La deuxième vague est là et j'appelle à ce que nous nous mobilisions toutes et tous pour faire face à cette deuxième vague. Il ne peut pas y avoir de relâchement ». Deux jours plus tard, Emmanuel Macron s'adresse aux Français et annonce de nouvelles mesures. Le gouvernement réinstalle un état d'urgence sanitaire dans toute la France et la mise en place d'un couvre-feu dans les neuf zones les plus touchées par la pandémie, notamment à Paris et dans les sept départements de la



région Île-de-France. En outre, si l'état sanitaire ne connaît pas une amélioration, ce couvre-feu serait prolongé de deux semaines, soit jusqu'au 1er décembre. C'est aussi le retour des attestations pour les déplacements obligatoires au-delà de 21 h. Ce dispositif viserait à limiter les interactions sociales notamment dans la sphère privée. Ces mesures ont été largement critiquées, et leur efficacité remise en question. Certains allant jusqu'à estimer que ce sont plus des mesures de police que des mesures sanitaires.

* Lamia Bensid

2018-2020 : Que reste-t-il des Gilets Jaunes ?

Le 17 novembre 2018, la France découvrait sur ses ronds-points des manifestants d'un nouveau genre. Munis de gilets jaunes, ils scandaient bruyamment leur refus de l'augmentation des prix du carburant issue de la hausse de la « taxe carbone » sur les produits énergétiques, annoncée par Emmanuel Macron quelques jours plus tôt. Si le gouvernement a vite annoncé l'annulation de cette taxe, la colère dans les rassemblements n'a pas désempli. Des semaines, puis des mois durant, la France a été le théâtre, chaque samedi, de manifestations spontanées et inédites, se traduisant par des blocages de ronds-points ou d'avenues symboles du pouvoir, comme celle des Champs-Élysées à Paris. Deux ans et une crise sanitaire plus tard, le mouvement est réduit à une frange ultra-politisée ; ses interventions ne sont plus que sporadiques. Le temps, peut-être, de dresser un bilan de ce qu'a été ce mouvement dans l'Histoire politique de la France.

« Nous sommes des citoyens »

On aurait tort de parler, à propos des Gilets Jaunes, d'un « mouvement social ». Car toute la spécificité de leurs rassemblements est qu'ils n'étaient structurés par aucun syndicat ni parti politique. Ingrid Levavasseur, Maxime Nicolle, Jérôme Rodrigues... des noms de leaders ont bien fini par émerger, mais aucun chef ni comité n'était chargé de représenter officiellement le mouvement.



Certains ont vu dans ce refus de toute représentation, structuration, ou liste claire de revendications, le signe d'une fronde anti-institutionnelle vaine et dangereuse. Or, ce refus était plutôt révélateur de la spontanéité du mouvement. La base de celui-ci était en effet constituée de citoyens dont la plupart n'avaient jamais manifesté, et qui étaient très peu politisés. La première originalité — qui constitue en soi une révolution — de cet épisode historique est d'avoir rendu visibles des citoyens qui étaient jusqu'ici invisibles. Tout, dans la symbolique du mouvement, rappelle à quel point cette « France périphérique » (Christophe Guilly) était profondément inconnue des élites urbaines. Le choix des ronds-points, d'abord : alors

que les lieux de sociabilité classiques, comme les bistrotts, tendent peu à peu à s'éroder, des citoyens ont décidé de venir parler politique sur la route, signe de leur ancrage rural. Le jaune des gilets, ensuite : qui connaissait véritablement l'utilité de ce gilet avant l'apparition du mouvement ? Les élites urbaines, dont certaines prennent plus souvent l'avion que la voiture, ont redécouvert que des citoyens avaient besoin de leurs voitures quotidiennement pour aller travailler. Les drapeaux français visibles dans les manifestations, enfin : aucun drapeau politique n'était visible, preuve que ces manifestants n'étaient pas des militants, mais des Français tentant de se faire entendre. Les Gilets Jaunes, c'est d'abord un moment démocratique dans l'Histoire de France : un moment au cours duquel des citoyens ont acté du fait qu'ils étaient souverains, c'est-à-dire qu'ils pouvaient choisir librement leur destin et s'impliquer dans la vie politique de leur pays. D'où leurs premières revendications, avant tout démocratiques, comme la demande de plus de démocratie directe ou celle du Referendum d'Initiative Citoyenne (RIC).

La révolte des classes moyennes

Certes, l'opposition entre des classes moyennes issues du monde périphérique privées de prérogatives politiques d'une part, et la haute bourgeoisie urbaine qui accapare les sphères politiques et économiques d'autre part, est quelque peu manichéenne. C'est pourtant une forme de lutte

des classes qui se dessinait à travers les rassemblements. Car aux revendications démocratiques, s'est ajoutée une remise en cause plus générale du néolibéralisme. Il n'est pas possible de comprendre l'émergence des Gilets Jaunes sans saisir ce qu'est l'essence du néolibéralisme, ce système économique reposant sur la financiarisation de l'économie, le libre-échange, le recul de l'État-providence pour favoriser « les libertés économiques » engendrant notamment des privatisations... Or, c'est certainement l'économiste Branko Milanovic qui résume le mieux le bilan de ce système économique mis en place dans les années 1970. Grâce à sa « courbe de l'éléphant », qui représente la distribution des revenus mondiaux (des plus pauvres aux plus riches) en fonction de leur évolution de 1998 à 2008, on entrevoit trois mouvements : les revenus les plus pauvres, ceux des anciennes classes populaires chinoises et indiennes, ont augmenté ; ceux qui sont moyens ont considérablement chuté ; et ceux d'une toute petite part des plus riches ont explosé. La mondialisation néolibérale a fait sortir de la pauvreté la Chine et l'Inde, mais cette sortie s'est faite sur le dos des classes moyennes oc-

cidentales, et au profit d'une petite élite. Les Gilets Jaunes, c'est le creux de cette « courbe de l'éléphant » qui se révolte contre le système qui a provoqué son déclin, à coup de désindustrialisation et de concurrence internationale. D'où les demandes de protection face à la mondialisation, de nationalisations, de retour des services publics.

Pour que l'héritage des gilets jaunes ne soit pas le vote RN

D'ailleurs, s'il n'y a pas eu « d'internationale des gilets jaunes », le mouvement s'inscrivait bien dans une remise en cause mondiale du néolibéralisme, allant du Chili au Liban. Bien entendu, comme toute colère, celle des Gilets Jaunes a aussi su donner le pire. Les instrumentalisation n'ont pas tardé. L'infiltration par des militants ultra politisés non plus. Des violences systématiques aux actes antisémites, le mouvement a fini par saper sa base de départ. Une aubaine pour tous ceux qui, dès novembre 2018, voyaient déjà dans des citoyens rassemblés pour débattre, le signe de la peste brune. Le but, justement, est que des Gilets Jaunes, il ne reste pas uniquement les violences ou la radicalité nationaliste. Leur héritage, pour l'instant, est celui d'une France fracturée et éclatée. Et tout doit être fait pour que « le bas de la courbe de l'éléphant », c'est-à-dire les classes moyennes et populaires, ne finisse par passer des ronds-points au vote Rassemblement National.

* Ryan Tfaily



La dernière ligne droite de la course à la Maison-Blanche

Après un premier débat considéré comme chaotique entre Donald Trump et Joe Biden, la course à l'investiture continue dans un climat de doute et de déroute sanitaire.

Donald Trump positif à la Covid-19.

Le 1^{er} octobre, la nouvelle tombe. Donald Trump ainsi que la First Lady, Melania Trump, sont déclarés positifs à la Covid-19 et se mettent en quarantaine à la Maison-Blanche. C'est notamment sur le réseau social favori du président, Twitter, que l'annonce est partagée. Cette dernière a sollicité un bon nombre de questionnements et d'inquiétudes quant à la suite de la campagne électorale dans la presse nationale et internationale, mais particulièrement chez les partisans du président. Pas de panique, le locataire de la Maison-Blanche est bien entouré. À ses côtés, on retrouve les meilleurs professionnels de santé, à l'image du médecin Sean Conley.

Après seulement trois nuits d'hospitalisation, Donald Trump quitte l'hôpital militaire Walter Reed sous les acclamations de ses partisans. Son retour à la Maison-Blanche fut minutieusement orchestré et filmé en vidéo. La mise en scène est surréaliste, digne d'une production hollywoodienne. Alors qu'il est encore contagieux, le président Trump retire son masque et appelle les Américains « à ne pas avoir peur du virus ». Sans tarder, l'ancien homme d'affaires reprend sa campagne le 12 octobre dans l'un des États clés : la Floride.

L'annulation du second débat présidentiel — en raison du refus catégorique du locataire actuel de la Maison-Blanche de se prêter au jeu du débat en vidéo-conférence — ne fera qu'accentuer les hésitations qui traversent les *swing states*, d'autant plus que les électeurs auraient dû cette fois-ci poser des questions directement aux candidats. Dès lors, les Américains s'enfoncent davantage dans le flou après un premier débat qui n'était pas à la hauteur.

Le débat des vice-présidents : enfin les idées !

C'est presque un exploit dans un pays où l'on ne se parle plus. Le 7 octobre à Salt Lake City, dans l'Utah, le vice-président sortant, Mike Pence, et la sénatrice démocrate de Californie, Kamala Harris, se sont affrontés dans un débat plutôt sérieux et respectueux. C'est peut-être dans ce débat-là qu'il faut chercher les grandes lignes des programmes des candidats à la présidentielle.

L'actualité de la crise sanitaire et de sa gestion par le gouvernement était inévitablement au cœur de l'échange. D'un côté, Kamala Harris, qui dénonce un échec en la matière, rappelant le lourd bilan de victimes (alors 210 000 morts à travers le pays). Elle souligne la connaissance dès janvier de la dangerosité du virus et la non-action de Donald Trump. À l'inverse, Mike Pence affirme « qu'on aurait pu perdre 2,2 millions d'Américains sans les actions de Donald Trump » puis vilipende le duo Joe Biden-Kamala Harris qui ne fait que « saper la confiance des Américains dans un futur vaccin ». Toujours dans le domaine de la santé, le fameux « Obamacare » est remis sur la table. Alors que Kamala Harris promet une extension de la couverture médicale universelle, son adversaire pense que l'Obamacare est un « désastre ».

Sur le plan économique, là encore, on observe une forte opposition entre les deux candidats à la vice-présidence. Mike Pence accuse les démocrates de vouloir augmenter les impôts. Kamala Harris précise que s'ils veulent augmenter les impôts, cela ne concerne que ceux qui gagnent plus de 400 000 dollars par an. Aujourd'hui, les conséquences économiques de la crise sanitaire sont désastreuses. Le taux de chômage est de 7,9 %, une première depuis la Seconde guerre mondiale avant une élection présidentielle. Pourtant, l'un des arguments de poids de Donald Trump pour sa réélection, c'est justement son bilan économique : avant que n'éclate la pandémie, les États-Unis connaissaient le taux de chômage le plus faible depuis cinquante ans, tandis que le taux de pauvreté absolue n'avait jamais été aussi bas depuis les années 1960. La crise sanitaire et les choix politiques qui l'ont accompagné ont battu en brèche ce bilan.

À travers ce débat, deux visions de la société américaine s'opposent. Mike Pence l'homme blanc, élu de l'Indiana et incarnation de l'Amérique rurale. Lui-même se présente comme « chrétien, conservateur et républicain, dans cet ordre-là ». De l'autre côté, Kamala Harris, métisse et fière de ses origines. Une urbaine californienne issue d'un milieu intellectuel. Ainsi, sur des sujets comme l'avortement, les avis divergent

du tout au tout. Mike Pence est contre l'IVG qui va, selon lui, contre sa foi. Tandis que Kamala Harris, croyante également, insiste sur le fait que les femmes doivent disposer de leur corps. Un duel très révélateur des lignes de fractures des États-Unis.



La nomination d'une nouvelle juge à la Cour suprême

Dans ce débat des vice-présidents, Mike Pence, comme Donald Trump, ne se prononce pas sur la transition démocratique en cas de défaite. En effet, Donald Trump sème le doute sur le vote par correspondance qui, en raison de la crise sanitaire, est particulièrement plébiscité, mais risque d'engendrer un délai de plusieurs jours — ou de plusieurs semaines — avant de connaître le résultat de cette joute électorale. La situation est telle qu'il est possible de revivre le scénario de l'élection de 2000 durant lequel l'incertitude a régné quant à savoir qui du démocrate Al Gore ou du républicain Georges W. Bush l'avait remporté. Cette période de flottement avait duré près d'un mois et ce fut finalement la Cour suprême, la plus haute autorité judiciaire du pays, qui a tranché le 12 décembre. Dans son arrêt Bush v. Gore, la Cour suprême a désigné George W. Bush comme vainqueur.

Si Donald Trump refuse de s'engager à assurer une passation pacifique du pouvoir en cas de victoire de son rival démocrate, c'est par stratégie. Alors qu'il a déjà été élu sur le fil du rasoir en 2016 et que le résultat de 2020 promet d'être serré, il a tout intérêt à ce que la Cour suprême tranche alors que, dans le même temps, la majorité conservatrice sera renforcée du fait de la nomination d'une nouvelle juge : Amy Coney Barrett, « conservatrice et héroïne du mouvement antiavortement », selon le *New York Times*.

En cas de défaite du candidat républicain, cette course à la Maison-Blanche risque de durer plus longtemps que prévu.

* Lamia Bensid



Derya Adigüzel

Le meilleur outil de négociation

Un terrain d'entente est un état de chevauchement d'intérêts entre deux ou plusieurs parties. Considérez vos options disponibles comme un cercle qui vous entoure. Vos clients potentiels (*prospects*) ont également un cercle d'options disponibles. Votre travail consiste à trouver exactement où ces cercles se chevauchent, ce qui est beaucoup plus facile si vous comprenez ce dont vos acheteurs potentiels veulent ou ont besoin.

Pensez à l'emploi que vous occupez actuellement ou au dernier que vous avez occupé. Il y a de fortes chances que vous ayez accepté cet emploi parce que vous étiez prêt à assumer certaines responsabilités et que votre employeur souhaitait que vous fassiez le travail. Vous vouliez être payé un certain montant, et votre employeur était prêt à vous payer au moins autant. Vos intérêts se chevauchaient, ce qui s'est traduit par une offre d'emploi et un poste rémunéré dans l'entreprise. C'est un terrain d'entente.

La même chose se produit chaque fois que vous achetez quelque chose dans un magasin. Ils ont un produit que vous voulez posséder ; vous avez une certaine somme d'argent qu'ils sont prêts à accepter pour le produit. Si vous ne voulez pas le produit ou si le détaillant veut plus que ce que vous êtes prêt à payer, aucune transaction n'aura lieu.

Le terrain d'entente est une condition préalable à tout type de transaction. En l'absence d'intérêts qui se chevauchent, il n'y a aucune raison pour que l'un de vos partenaires potentiels choisisse de travailler avec vous. Après tout, cela n'aurait pas de sens de payer davantage pour quelque chose qui ne vaut pas la peine. Pourquoi s'attendre à ce que vos clients potentiels acceptent votre offre si ce n'est pas dans leur intérêt ? L'harmonisation des intérêts est essentielle pour trouver un terrain d'entente. Les ventes ne consistent pas à convaincre quelqu'un de faire quelque chose qui n'est pas dans son propre intérêt. Idéalement, vous devriez vouloir exactement ce que vos prospects désirent : la satisfaction d'un désir ou la résolution d'un problème. Plus vos intérêts sont alignés sur ceux de vos prospects, plus ils auront confiance en votre capacité à leur donner ce qu'ils veulent.

Sans un certain degré de confiance entre les parties, la transaction n'aura pas lieu. Quelles que soient les promesses faites ou la qualité de l'offre, aucun client ne sera prêt à se séparer de son argent durement gagné à moins de croire que vous êtes capable de tenir vos promesses.

Il existe de nombreux chemins vers une transaction réussie, ce qui est l'essence même de la négociation. La négociation consiste à explorer différentes options pour trouver un terrain d'entente : plus vous explorez de voies potentielles, plus vous aurez de chances d'en trouver une dans laquelle vos intérêts se chevauchent. Plus vous êtes ouvert aux options, plus vous avez de chances de trouver un terrain d'entente acceptable pour toutes les parties concernées.



Prix Nobel 2020 : les femmes sur le devant de la scène

Louise Glück pour la littérature, Andrea Ghez pour la physique, Emmanuelle Charpentier et Jennifer Doudna pour la chimie : quatre femmes lauréates cette année pour la plus haute distinction du domaine scientifique.

Ce n'était pas arrivé depuis 2009, quatre femmes ont été récompensées cette année du prestigieux Prix Nobel. Une remontée considérable par rapport à l'année passée, où seule la Française Esther Duflo l'avait obtenu. En effet, l'histoire du Prix Nobel n'est pas marquée par la parité : si en 1903 puis en 1911 Marie Curie fut la première femme à obtenir ce prix, seulement 57 femmes lui ont succédé, contre 872 hommes, dont la moitié un siècle plus tard — après l'année 2000. L'an dernier, Esther Duflo a été la seconde femme de l'histoire à recevoir le prix Nobel d'économie, tandis que cette année Andréa Ghez est la quatrième femme à l'obtenir en physique. Car, en ef-

fet, les femmes ayant reçu cette distinction l'étaient en grande majorité dans deux domaines : la paix (pour 17 d'entre elles) et la littérature (pour 16 d'entre elles). Les matières scientifiques ont ainsi vu très peu de femmes récompensées dans l'histoire du Prix Nobel, ce qui peut s'expliquer par l'organisation des comités élisant les lauréats : seul le comité responsable de la paix est composé de plus de femmes que d'hommes, alors qu'uniquement une femme siège dans chacun des comités



Louise Glück



Andrea Ghez



Emmanuelle Charpentier



Jennifer Doudna

scientifiques (chimie, médecine et physique), où les membres sont élus à vie, ce qui ralentit le passage à la parité. Ainsi, beaucoup de femmes semblent avoir été oubliées lors de la remise de

cette récompense depuis 1901, mais le résultat de 2020 apparaît plus encourageant, comme un symbole cherchant petit à petit à rectifier cette trajectoire.

* Camille Exare



Eren M. Paykal

La guerre frappe surtout les enfants

(Suite de la page 1)

L'UNICEF condamne et dénonce les crimes et la violence envers les enfants dans les zones en guerre. Selon cette agence de l'Organisation des Nations unies, 24 000 cas graves — incluant les assassinats, les viols, les enlèvements, les recrutements forcés, les attaques contre les hôpitaux et écoles — ont été recensés en 2018 dans ces régions en perte. Ces chiffres ne reflètent bien entendu pas la réalité, bien plus funeste. Pendant la première moitié de 2019, ces cas avaient atteint les 10 000, selon les données de l'UNICEF.

Une autre étude de l'UNICEF démontre que les droits les plus élémentaires, comme l'éducation, des enfants qui connaissent des guerres sont entravés. Par exemple, en Libye, un autre pays où sévit une guerre civile et fratricide, 115 000 enfants ne peuvent pas se rendre à l'école. Selon les informations du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, ces chiffres atteignent un zénith tragique en Syrie avec quatre millions d'écoliers privés de leur droit à l'éducation, tandis que l'on déplore la mort de cinq millions d'enfants durant la guerre en Syrie...

Évidemment, la violence à l'encontre des enfants ne se limite pas aux pays et territoires en guerre. Les droits inaliénables des enfants sont menacés à l'échelle mondiale. Aucune institution nationale ou internationale spécialisée n'a cette capacité de secourir ces êtres innocents qui subissent effrontément la terrible ignominie de leurs aînés et procréateurs. Par conséquent, il est urgent d'adapter les mesures nécessaires pour alourdir les peines contre les crimes et les violences commis contre les enfants, que ce soient en période de guerre ou en période de paix...

* Camp de concentration allemand en Carélie (Seconde Guerre mondiale)
C Getty Images via Universal Images Group

Une rencontre chaleureuse au consulat de France à Istanbul

Le 16 octobre dernier, le nouveau Consul général de France à Istanbul, M. Olivier Gauvin, a reçu une partie de l'équipe d'Aujourd'hui la Turquie, venue lui souhaiter la bienvenue.



Photo : Aramis Kalay



Sati Karagöz

Mes pérégrinations linguistiques

La langue française est considérée dans le monde entier comme l'une des plus belles langues du monde. Est-ce surprenant ? Pas le moins du monde, car elle est la cinquième langue mondiale par son nombre de locuteurs et est présente sur les cinq continents. Derrière sa beauté, sa fluidité, sa musicalité et son esthétisme, se cache néanmoins une complexité qui surprend, amuse aussi et peut parfois en décourager plus d'un.

Je vous recommande **le cabinet de curiosités de la langue française** de Françoise Nore, docteur en Linguistique et traductrice, paru aux éditions de l'Opportun en septembre 2020.

Ce livre est un petit coffre à trésor pour les amoureux de la langue française. Le sommaire aux titres attrayants titille la curiosité et vous embarque dans des pérégrinations linguistiques. Il est vrai que la polysémie des mots peut induire en erreur et en dérouter plus d'un. Un adjectif qui n'est pas à sa place peut donner un tout autre sens à votre phrase. Que dire de ces mots anglais que nous employons en français, mais qui ne le sont pas. Et bien d'autres choses encore...



Senin sevginden
yarın için kurduğum hayallerim,
Yalnızlığım... Sessizliğim
hep senin yüzünden.
Bıraktım olduğu yerde her şeyi
yollardayım
bulmak için seni.
Bazen
güneşin batışına doğru koşuyorum
ufkun kızılığında
gülümsüyorsun sanki.
Biliyorum
sen her yerdesin benimlesin
sevgisin, sevgilisin, içimdeki...
Ellerimden tut şimdi;
aşka götür beni.

Elmaz Kocadon

Sipariş için bizimavrupa@gmail.com



Vous allez découvrir des aspects de la langue française dont vous ne soupçonniez probablement pas l'existence.



Dr. Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Le coronavirus a bouleversé en peu de temps le monde de la culture. Même les grandes guerres n'avaient pas touché à ce point la production culturelle puisque les cinémas et les salles de spectacle étaient restés ouverts. Après l'arrêt total des activités culturelles durant le confinement, nous assistons à la mise en œuvre de mesures de restrictions qui sacrifient sans gêne la production culturelle. Ainsi, à Istanbul, où devaient avoir lieu une multitude de festivals et de spectacles, on doit se contenter d'une programmation culturelle minimale.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu durant le mois de septembre le concert de l'Orchestre symphonique de Cemal Reşit Rey, dirigé par Cem Mansur et consacré à la musique espagnole. Le concert s'est déroulé en plein air en raison de la pandémie, tandis que le respect des mesures de distanciation sociale et le port du masque étaient de rigueur.

Mais la surprise de la soirée fut la talentueuse soliste du concert : Naz İrem

Naz İrem Türkmen, une violoniste surdouée

Türkmen. Âgée de seulement 14 ans, elle a su enthousiasmer et séduire le public. Il est incontestable qu'elle aime le violon, le public et la scène.

Naz İrem Türkmen est née en juillet 2006, à Istanbul. Actuellement, c'est à Munich qu'elle poursuit sa formation musicale qu'elle a commencée à 7 ans en tant qu'élève au Conservatoire d'État d'Istanbul. La musique est une passion dans la famille de Naz İrem. Son grand-père, Semih Argeşo, a été pendant 45 ans le premier violon du premier orchestre symphonique fondé par Cemal Reşit Rey à Istanbul. Sa mère est clarinettiste et ses tantes ont également étudié au conservatoire.

Durant l'été 2018, Naz est remarquée par les deux plus grandes pianistes de Turquie, les virtuoses et sœurs jumelles Süher et Güher Pekinel. Très vite, elle devient l'une des boursières du projet « Jeunes musiciens sur la scène mondiale » que les sœurs Pekinel ont lancé en 2010 et qu'elles présentent ainsi : « Notre but est de donner aux jeunes musiciens hors du commun la possibilité de développer et d'approfondir leur propre

identité artistique et de leur permettre de se démarquer sur le plan international. Ainsi, les musiciens étudient tous dans les meilleurs conservatoires d'Europe, surtout en Allemagne. Ils participent aux master class de musiciens connus, mais également aux concours internationaux. Ils reçoivent pendant leurs études des instruments du XVIII^e et du XIX^e siècle. Ils se produisent également dans le cadre d'importants concerts que l'on organise pour eux. Ce projet est vivement soutenu par TÜPRAŞ grâce au profond attachement à l'art de la famille Koç et d'Ömer Koç.

Les musiciens qui prennent part à ce projet sont des artistes très doués que nous avons choisi dans des conservatoires de diverses villes de Turquie. Le fait qu'un jeune artiste soit initié à la diversité des cultures, mais aussi qu'il apprenne différentes langues est d'une grande importance surtout lorsqu'il commence sa carrière. Cela aura un effet déterminant sur son avenir professionnel. En alliant notre expérience et nos connaissances quant aux processus de développement musicaux, nous avons conçu ce projet et



l'avons systématisé afin que nos protégés puissent bénéficier de nos relations ». C'est ainsi qu'en 2019 Naz a participé à la prestigieuse International Grumiaux Violin Competition en Belgique. Elle a terminé première dans la catégorie des 11-13 ans.

Pour la mère de Naz İrem, « les jeunes musiciens talentueux soutenus par les sœurs Pekinel forment une "école" et sont désormais connus au niveau mondial. Naz İrem a énormément de chance d'en faire partie, car les sœurs Pekinel s'occupent non seulement de sa formation, mais également de tout ce qui concerne sa carrière de musicienne ».



Dr. Gökür Gündoğan

PhD management culturel
Ambassadrice culturelle de
l'Université du Vin
(Vallée du Rhône)

Cher Bilge, vous et votre conjointe Mme Gülgün êtes médecins. Comment vous est venue l'idée de produire du vin ? Comment avez-vous mené ce projet jusqu'à l'œnotourisme ?

Je suis fasciné par l'Histoire et la philosophie depuis le lycée. La richesse de l'histoire des idées et les changements à travers le temps m'intriguaient déjà. Comme les philosophes et les historiens le soulignent souvent, la transformation des idées dépend des hommes, mais aussi de la géographie et du climat dans lesquels ils se trouvent. Ce sont exactement ces choses-là qui créent aussi la singularité d'un vin. C'est donc un vrai plaisir pour moi de suivre les traces du vin en passant par l'Homme et la géographie et en essayant de saisir ces derniers.

D'un autre côté, comme le vin est un organisme vivant, il s'appuie aussi sur le savoir médicinal. Nous étions encouragés par l'idée que nos acquis en biochimie et en microbiologie pourraient nous être utiles pour suivre la littérature œnologique.

Nous avons fondé notre domaine sur une zone particulière. C'est la géographie sur

Domaine 7 Bilgeler : Un vignoble égéen entre Histoire et philosophie

Entretien avec : Bilge Yamen



Dr. Bilge Yamen, le propriétaire du domaine.

laquelle les sept sages de Grèce antique (reconnus comme les pères fondateurs de la science et la philosophie) ont jadis vécu et sur laquelle l'homme produit du vin depuis des milliers d'années. Nous sommes situés sur un chemin qui lie les villes antiques de Magnésie et d'Éphèse. Nous nous retrouvons à 7 km de la ville antique d'Éphèse, le site archéologique le plus visité de la Turquie. Pour harmoniser tous ces fondements, nous avons construit dans une approche cohérente un restaurant qui sert de la cuisine régionale et des bâtiments d'hôtellerie pour accueillir les invités-œnophiles.

Vous êtes vraiment au cœur de l'Égée, une terre particulièrement riche du fait de son héritage historique. Pourriez-vous nous parler davantage de cette richesse humaine, mais aussi naturelle qui participe à votre terroir ?

La région Égéenne est un lieu de brassage pour diverses civilisations depuis l'Antiquité. Un endroit où vivent des gens de culture mixte et tolérants. À travers le temps, ces gens n'ont pas cessé de produire du vin, et actuellement les villages alentour cultivent certains des meilleurs raisins du pays. Nous avons planté nos vignes à 220 mètres, dans

une vallée entre deux montagnes ; la montagne de Gümüş (1 050 m) et la montagne de Boncuk (740 m).

Le plateau permet une belle maturation des cépages. Le sol métamorphique schisteux permet un bon drainage et participe à une belle acidité, tout en donnant des arômes singuliers aux vins.

Le nom de votre marque est « 7 Bilgeler », donc « 7 Sages » en français. Avec les noms de vos cuvées, voulez-vous souligner cet héritage particulier ?

Les noms des cuvées sont dédiés aux individus qui ont fondé la science et la philosophie. Ces terres sont historiquement importantes dans l'évolution de la pensée, les 7 Sages ont été des « développeurs », mais aussi des « transporteurs/médiateurs » du savoir qui venait de Mésopotamie et qui immigrait vers l'Europe. D'ailleurs, pour le voyage de la vigne et du vin, c'est l'Anatolie qui fut ce médiateur entre le Caucase et l'Europe. Les idées fondées par les 7 Sages ont été reprises par Rumi, Yunus Emre ou encore Bedrettin qui les ont transmises jusqu'à nos jours...

De quels cépages sont issus vos vins ? Pourquoi avez-vous choisi ces variétés ? Avez-vous à l'avenir des essais avec les cépages autochtones ?

Nous travaillons avec les variétés suivantes qui sont en majorité françaises : Chardonnay, Sauvignon blanc, Cabernet Sauvignon, Merlot, Cabernet Franc, Petit Verdot, Syrah. Nous les avons choisies parce que nous pensions que notre terroir était propice à leurs plantations. Cette année une nouvelle série commence sous le nom de « Vinde-

nia ». L'idée serait de se pencher sur les cépages indigènes, mais qui proviendraient de leur terroir originel. Par exemple, d'Ankara dans le village de Kalecik, nous achetons du cépage Kalecik Karası d'un producteur qui s'appelle Karbağ qui fait du bio et qui travaille à faible rendement. Aussi, nous avons du cépage Emir à Ürgüp, dans le village de Ulaşlı qui se trouve à 1 400 mètres. Avec ce cépage, nous voulons proposer aux cépages indigènes une interprétation propre à notre marque « 7 Bilgeler ».

En tant que vigneron et propriétaire de domaine, quelles sont les appellations ou zones de productions mondiales qui vous impressionnent le plus ?

Comme vous pouvez le constater avec nos cuvées, ce sont les variétés et les appellations bordelaises que j'admire plus. Du nord de l'Italie : Barolo, Amarone et Brunello. En Allemagne, les Rieslings de Moselle. En Nouvelle-Zélande, les sauvignons blancs de Marlborough. En Espagne, l'appellation Priorat, et les Malbecs de Mendoza.

Selon vous, comment se présente l'avenir de la viticulture en Turquie ? Comment définiriez-vous les points de développement ?

Je fais partie des gens qui sont optimistes sur le sujet. Le secteur a vécu des moments difficiles pour diverses raisons entre 2013 et 2017. Cependant à partir de l'année 2017, surtout avec l'intérêt croissant envers la production-boutique, le secteur a repris un nouvel élan.



Les groupes d'œnophiles comme Vinizmir visitent régulièrement et font des dégustations à « 7 Bilgeler ».



Gözde Pamuk

Sur les remparts de Troie

L'un des trésors de la Turquie se trouve près des Dardanelles. Après avoir passé la ville de Çanakkale, sur la rive asiatique de la Turquie, le voyageur qui s'aventure plus au sud, à environ 30 km, se retrouvera sur les traces originelles de la civilisation hellénique aux origines de la civilisation européenne. C'est en effet sur ce versant de la Turquie que se trouve le site archéologique de la ville de Troie.

Arrêtons-nous ici pour nous replonger dans l'épopée d'Homère. Ce dernier est le premier poète des temps connus. Ses deux « poèmes » — disons plutôt « romans composés de plusieurs chants » —, *l'Iliade* et *l'Odyssée*, racontent l'histoire d'une guerre légendaire, la guerre de Troie qui aurait eu lieu aux alentours de 1250 av. J.-C. Effaçons d'abord quelques idées reçues. La guerre de Troie est une guerre entre Grecs, les Ioniens venant de la péninsule grecque et plus particulièrement du Péloponnèse et les Troyens peuplant l'actuelle région de Troie en Turquie. Et non, nous ne détenons pas les preuves scientifiques que la ville de Troie en Turquie est bien celle mentionnée dans le poème épique. Basculons maintenant vingt siècles plus tard. C'est au XIX^e siècle qu'un archéologue allemand du nom de Heinrich Schliemann, désireux de trouver l'antique ville de Troie, met à jour un site archéologique sur les bords de la mer Égée. Cependant, personne n'est sûr qu'il s'agit de Troie, d'autant que les archéologues y ont découvert sept villes superposées les unes sur les autres. Le site de Troie a donc bien vécu avant et après le récit d'Homère.

Notons que le voyageur peut aisément se laisser prendre aux rêves. En gravissant les ruines du site, on peut s'imaginer, avec ce qu'il en reste, les différentes portes de la ville de Troie, son entrée majestueuse et ses remparts imposants. C'est d'ailleurs sur l'un de ses remparts, celui tourné vers la mer Égée, que le lecteur de *l'Iliade* ressentira le plus la présence de la ville antique. Le site est situé à bonne distance de la mer avec une vue panoramique sur le golfe des Dardanelles. Comme dans le récit, la vue du guerrier grec ou du voyageur de nos jours est bornée par deux petites rivières. On croirait voir au loin les centaines de galères grecques s'échouer sur la plage devant la cité. Il suffit d'un peu d'imagination pour voir dans les gros porte-conteneurs ou pétroliers turcs les galères grecques du I^{er} millénaire avant notre ère. Entre la mer et les remparts se trouve une vaste plaine plantée de champs irrigués qui étaient le lieu des grandes batailles homériques où les Dieux venaient en aide à Achille, Hector et Agamemnon. Contentons-nous aujourd'hui de quelques tracteurs, cultivant les champs, en guise de montures pour les cavaliers de notre bataille imaginaire.

Découvrir l'Alsace, région historique et culturelle de France

Bordée par les montagnes vosgiennes et les frontières allemandes, suisses et italiennes, se découvre l'Alsace, région historique et culturelle de France située dans le Grand Est. Le Connemara alsacien n'a pas de limites : des villages pavés, des maisons à colombages, des champs immenses de vignes et des lacs. La Route des Vins d'Alsace existe depuis 1953 et est devenue la plus belle route des vins du monde grâce aux villages qu'elle traverse.

Nombre de villages alsaciens ont été nommés « plus beaux villages » tels que Kaysersberg en 2017 par les téléspectateurs de France 2, Eguisheim et Mittelbergheim labellisés par la France et Riquewihr, désigné en 2016 par l'association des agences de voyages et tour-opérateurs japonais. Enfin, vous l'aurez compris, les communes ont des noms farfelus et originaux. Je vous défie de prononcer « Scharrachbergheim » ou « Oberschaeffolsheim ».

Fiévreux de randonnées et passionnés d'histoire moderne et contemporaine, le rendez-vous alsacien vous surprendra. Pour cela, montez jusqu'au château du Haut Koenigsbourg, château fort construit au XIII^e siècle et profitez de la vue sur la plaine d'Alsace. Bianca Rosu, 22 ans, de son nom « étudiante vagabonde » en tant que blogueuse/voyageuse, nous invite à différents événements et rendez-vous inédits : « Grimpez le mont Saint-Odile, visitez le quartier de la petite Venise, d'autant plus en été avec les fleurs, participez gratuitement au "slow up" qui démarre généralement le premier dimanche du mois de juin chaque année et qui vous emmène faire la traversée de la route des vins à vélo, découvrez également les différents châteaux forts de la région, comme celui de Ribeauvillé. En été, je vous conseille de faire une balade en kayak sur la rivière qui s'appelle l'Ill. Finalement, pour sustenter vos papilles, allez manger une tarte flambée ou une choucroute dans une traditionnelle Winstub (bar-restaurant authentique de l'Alsace et de la Suisse alémanique) ».

De plus, ce point de voyage peut être l'avant ou l'après dans un pays frontalier. En 2018, un exceptionnel projet européen a vu le jour par la mise en place d'un tramway franco-allemand reliant Strasbourg à Kehl. En seulement quelques minutes, vous pouvez traverser le Rhin, fleuve qui sépare la France de l'Allemagne, et poser votre pied du côté allemand. De là, vous pouvez vous diriger vers la Forêt-Noire, forêt souvent associée aux contes des frères Grimm étant donné sa densité, son feuillage durable et ses villages pittoresques.



Retour évasif à Strasbourg, vous pouvez y découvrir le Parlement européen et y réserver une visite. Vous devez également visiter la magnifique cathédrale Notre-Dame de Strasbourg, deuxième cathédrale la plus visitée de France après Notre-Dame de Paris. Elle a été notamment connue grâce à Goethe dans son livre « Les souffrances du jeune Werther »,



qui y aura connu ses premiers amours. Pour profiter pleinement des surprises que la ville de Strasbourg a à vous offrir, je vous conseille de la visiter au mois de décembre, lorsque le plus grand marché de Noël vient illuminer la ville. En effet, Strasbourg a pour réputation d'être la capitale de Noël avec ses grandes allées de stands du Christkindelsmärik. Elle est cependant talonnée de très près par la ville de Colmar, qui détient un plus petit marché, mais ô combien chaleureux. Il faut alors y goûter le fameux vin chaud et les bredeles, spécialités sucrées de la région, durant la pause de 16 heures puis déguster un bretzel et une tarte flambée lors d'un repas détente. Attention cependant à ne pas prévoir une grande balade découverte après, ce repas vous remplit l'estomac pendant quelques heures. Bianca y retourne chaque année et nous partage son expérience : « Malgré les touristes, on retrouve toujours les petites habitudes traditionnelles alsaciennes (la nourriture, les boissons), l'ambiance y est très chaleureuse et j'adore voir Strasbourg sous cet angle et pendant cette saison. J'apprécie toujours prendre un bon chocolat chaud avec une baguette flambée (tarte flambée traditionnelle d'Alsace revisitée en baguette flambée, c'est-à-dire du pain, du fromage, des lardons et de la crème fraîche). Ce que j'aime au marché de Noël de Strasbourg particulièrement, c'est que chaque année, un pays du monde est l'invité d'honneur, et y présente des stands avec ses spécialités culinaires et sa culture. »

Au total, « il faut prévoir au minima cinq jours pour visiter l'Alsace, soit durant la saison hivernale, pendant le marché de Noël en décembre, ou alors en juin, lorsque la météo est agréable et que l'afflux de touristes est encore limité. Le plus important est de goûter la cuisine locale qui regorge de spécificités que vous ne trouverez nulle part ailleurs », selon Bianca.

Pour découvrir plus en détail la région, lisez les articles du blog de Bianca :

<https://www.etudiantevagabonde.com/randonnees-vosges>

<https://www.etudiantevagabonde.com/automne-vosgien>

<https://www.etudiantevagabonde.com/alsace-noel>

À propos du blog de Bianca : « Le blog s'appelle étudiante vagabonde, il a pour but de relater la vie que je mène entre mes études et mes voyages et d'expliquer comment gérer les deux vies à l'aide d'astuces, de bons plans et de récits de voyage. Je suis partie vivre un an en Amérique latine, et j'ai créé ce blog en m'installant au Mexique pour dans un premier temps donner l'envie à mon entourage de voyager et depuis mon retour en France je continue de faire vivre le blog pour montrer que c'est possible de voyager tout en étant étudiante. Je veux aussi promouvoir la culture française et alsacienne : montrer toute la beauté de ma région et donner aux gens l'envie de la découvrir. »

* Anaëlle Barthelemy



Le lycée Saint-Joseph, un établissement créateur d'« ambassadeurs d'espoir »



Paul Georges est le directeur du lycée Saint-Joseph d'Istanbul depuis 2016. Professeur de français et de lettres depuis 1995, il détient une maîtrise de lettres modernes à La Sorbonne. En 2000, après trois années professionnelles en France, il réalise son rêve d'enseigner à l'étranger. La destination ? Istanbul bien sûr. « Le coup de foudre », nous explique-t-il. Après quatre années à enseigner le français langue étrangère à l'université de Galatasaray, il intègre le lycée Saint-Joseph comme professeur puis en 2007 comme responsable de niveau. En 2014, M. Tricart, directeur de l'époque, l'approche pour le poste de directeur d'établissement : « Aimant à la fois l'enseignement, le pilotage de projets, mais aussi l'accompagnement des personnes, j'ai répondu par l'affirmative. » En septembre 2016, il prend ses fonctions de directeur.

Quelle est votre vision de l'éducation et de l'enseignement ? Quels sont les projets accomplis et restants dans le cadre de votre fonction de directeur ?

Notre projet éducatif consiste à témoigner d'une coopération, d'une fraternité, vécue au quotidien entre professeurs et personnels turcs et français, entre personnes de cultures et de religions différentes, ceci afin de promouvoir chez les jeunes une culture humaniste, une culture de l'ouverture et de la découverte. Ce sens de l'ouverture ainsi que ce désir constant de découvertes et de renouvellement sont au cœur de notre métier d'enseignant et de ma responsabilité de dirigeant surtout à l'heure des changements de paradigmes dans l'éducation avec l'intégration du numérique dans notre pratique, le développement et l'intégration des « soft skills » en plus des « hard skills » dans nos programmes et nos projets qui se multiplient et qui imposent d'autres méthodologies de travail. Ceci suppose bien sûr un effort constant de formation des adultes pour suivre les tendances sans céder aux effets de mode. Afin d'envisager les besoins et les priorités éducatives du lycée Saint-Joseph, nous avons lancé en 2017 l'écriture du projet d'établissement en associant non seulement les professeurs, mais aussi les élèves et les parents d'élèves via des consultations, le tout étant accompagné par un formateur extérieur. À partir des besoins recensés, nous avons mis en place plusieurs projets dont certains se matérialisent désormais dans l'espace du lycée, à savoir : la création d'un espace de travail autonome pour les premières et les terminales sous leur responsabilité, une nouvelle salle de conférence modulable permettant plusieurs configurations de travail, la création d'un FABLAB, l'ouverture d'un nouveau couloir de classe pour permettre davantage de souplesse dans l'organisation de dédoublements, la pose de panneaux solaires sur un bâtiment du lycée permettant de produire 10 % de notre consommation d'électricité. Certains de ces projets ne se voient pas du premier coup d'œil. C'est par exemple le cas de la mise en place de résidences d'auteurs ou d'artistes avec cette année la venue de 11 artistes dans le cadre du 150^e anniversaire. Il en est de même pour l'organisation de camps de mathématiques ouverts à d'autres jeunes que ceux du lycée, pour le nouveau partenariat avec ITÜ concernant l'entrepreneuriat, pour la création d'un club IGEM consacré à la génétique, ou encore pour la mise en place d'un « centre de services » numérique pour la gestion des demandes auprès de la direction ou des services administratifs.



Il nous reste pour les années à venir à restaurer une vieille bâtisse surnommée « la maison du four » pour en faire une maison des clubs innovants qui respectera les critères d'un bâtiment vert aux normes LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) pour poursuivre dans notre engagement envers le développement durable.

Quel est l'esprit du lycée Saint-Joseph ?

Je crois qu'il se résume à deux devises. La première, c'est celle de l'Institut des frères qui dit : « Ensemble et par association ». À Saint-Joseph et a fortiori dans les écoles lasalliennes, nous accordons une importance cruciale au bon climat relationnel dans l'équipe. Il s'agit d'un préalable à toute concertation pédagogique, à toute leçon en face des élèves. Pour entretenir ce climat relationnel dans notre communauté éducative, il est nécessaire de sortir des schémas d'autorité écrasante, de se mettre à la portée de tous, en simplicité et en toute modestie, d'être capable de sortir de sa zone de confort pour écouter les difficultés de chacun. La seconde devise du lycée c'est : « toujours la qualité ». Elle va avec la première. Nous ne recherchons pas l'excellence qui est un mot à la mode dans le monde anglo-saxon et qui revêt souvent des aspects superficiels ou publicitaires gênants. Nous recherchons la qualité dans ce que nous faisons avec les jeunes à travers le recrutement des personnes, le choix de méthodes et d'outils innovants, le choix des intervenants et des partenaires, le soin apporté aux locaux et à leur valorisation. C'est une exigence constante vis-à-vis de nous-mêmes. Elle nous empêche de nous reposer sur nos lauriers.

Quel est selon vous le grand défi à relever pour le lycée Saint-Joseph ?

Le premier est un défi organisationnel et managérial. L'émergence des algorithmes et leur rapide déploiement dans toutes les sphères de notre quotidien ont reconfiguré notre manière de travailler, de communiquer et de stocker nos archives administratives qui deviennent immatérielles, stockées dans des « nuages ». J'y vois dans notre organisation une opportunité de mettre en place des procédures plus transparentes et de documenter davantage par écrit les procédures mises en



place par les services et les équipes du lycée afin de construire une mémoire vive de l'école et de former plus facilement les personnes. Des outils, autres que les mails, déjà utilisés dans d'autres secteurs professionnels existent déjà pour gérer les demandes. Ils se généraliseront de plus en plus.

Je vois aussi un autre enjeu dans l'apprentissage raisonné des écrans et de la protection des données individuelles à l'heure des réseaux sociaux où les commérages et les informations sérieuses coexistent pour le meilleur et pour le pire. Les documentalistes du lycée travaillent avec compétence sur ce dossier, mais ces compétences doivent être travaillées dans toutes les disciplines. C'est un enjeu de société majeur qui dépasse les seules frontières de la Turquie.



Enfin, le plus grand défi est d'intégrer pleinement dans notre enseignement les compétences du XXI^e siècle que sont l'acquisition d'un esprit critique, la capacité à résoudre des problèmes, le développement du sens de la curiosité, la capacité à créer, à communiquer et à collaborer, l'apprentissage du leadership, de l'adaptabilité, du sens de l'initiative et de la persistance, tout en développant une conscience culturelle et sociale. Certaines de ces compétences sont travaillées depuis des lustres, mais, pour toutes les valoriser, il nous faudra revoir le schéma de la classe « classique » et le concept même de « cours face à une classe ». C'est un enjeu d'avenir où nous devons innover avec audace et où chaque professeur est appelé à sortir de sa zone de confort.

Quelle est la particularité de l'enseignement et de l'école au-delà de son esprit ?

L'enseignement au lycée est bilingue : la civilisation et la littérature française, les disciplines scientifiques sont enseignées en langue française. Nous évaluons l'acquisition du niveau B2 du DELF en classe de 11^e même si une bonne moitié de nos élèves passent désormais l'examen C1 du DALF en fin de 11^e ou en début de 12^e. Dans les disciplines scientifiques, la priorité est donnée à la démonstration en mathématiques, à l'expérimentation dans les sciences. Pour ce faire, nous disposons de labo-

ratoires où nous recevons des demi-groupes. En français, l'accent est mis sur l'argumentation et l'acquisition d'une culture générale francophone destinée à résonner avec la culture turque étudiée en littérature turque, en histoire-géographie et en philosophie. Nos diplômés vont étudier dans des universités en Turquie, en France, en Angleterre, au Canada, aux États-Unis, en Suisse ou en Hollande, mais nous souhaitons les voir revenir. Au-delà du parcours académique, nous avons l'ambition de former les jeunes du lycée au sens des responsabilités dans leur travail personnel, mais aussi dans leurs relations sociales. C'est en cela que consiste notre discipline dont parlent souvent les anciens du lycée. Nous avons aussi pour projet de développer des générations d'« ambassadeurs d'espoir » capables de manier le français, l'anglais avec aisance, et surtout de maintenir l'amitié qui unit nos peuples au-delà de tout ce qui peut diviser.

Pouvez-vous nous parler des clubs comme le célèbre MUN en français de votre école ?

Le lycée Saint-Joseph dispose d'une quarantaine de clubs proposant une gamme d'activités aussi diverses que la robotique, la danse, l'aide sociale, l'Antiquité gréco-romaine, le théâtre, le tennis et j'en passe. Certains clubs sont investis dans l'expérimentation tels le club IGEM qui a participé deux années de suite à la compétition IGEM organisée par le MIT et consacrée à la recherche génétique ou bien le club de permaculture qui gère avec une association un jardin communautaire dans le parc de Fenerbahçe et participe chaque année à la rencontre environnementale des « young caretakers ». Le club d'aide sociale, quant à lui, permet aux jeunes de se confronter à des réalités sociales autres en prenant le parti de construire des projets avec des jeunes d'autres écoles d'Istanbul ou d'Anatolie. En ce qui concerne le club MUN, c'est devenu un club exemplaire étant donné le succès de ses conférences organisées chaque novembre et réunissant une quinzaine d'établissements scolaires de Turquie, de France, de Belgique, du Liban et du Maroc. Les animateurs du club MUN, MM. Eon du Val, Laforge et Özdemir réussissent chaque année l'exploit de déléguer au maximum l'organisation de cet événement aux élèves du club. Ce niveau de responsabilité des élèves leur permet aussi d'appréhender la langue française avant tout comme une langue de communication et de négociation, ceci en présence de locuteurs natifs. Je tiens à remercier les collègues des lycées français et des lycées francophones de Turquie qui sont fidèles au rendez-vous ainsi que les services culturels de l'ambassade et le consulat qui nous soutiennent particulièrement dans ce projet.



Mine Çerçi

Le théâtre face à la crise de la Covid-19 : interview de Frode Gjerlow — 6

suite des numéros précédents

Comment avez-vous réagi face à la pandémie en tant qu'artiste de théâtre?

Nous avons réalisé le projet pour les vacances de Pâques [Frode parle d'un projet inspiré par le « Rear Window » d'Alfred Hitchcock. Pour plus de détails, vous pouvez consulter les numéros précédents]. C'était une expérience formidable. Environ 100 spectateurs ont participé au jeu. Cinq comédiens ont joué dans les rues. Pour les besoins du jeu, le protagoniste devait cacher les objets dans un endroit sécurisé de sorte qu'il puisse poursuivre le vilain. Nous avons donné aux spectateurs la tâche de suggérer au protagoniste des endroits sécurisés. L'une des spectatrices a proposé de garder les affaires chez elle. À cause de la Covid-19, elle a utilisé un fil pour les récupérer au lieu de descendre et sortir dans la rue. C'était très drôle. D'un coup, on s'est rendu compte que nous avons utilisé tous les moyens que nous avons déjà : on savait comment écrire un scripte et diriger les comédiens, mais, au lieu d'être sur scène,

on était dans les rues et sur Facebook grâce à un groupe que nous avons créé sur la plateforme. Les spectateurs pouvaient commenter sur la page du groupe et l'on a pu diffuser le projet en direct.



La troisième idée que j'ai proposée dans mon article était d'entrer en contact avec les directeurs des gestions immobilières pour mettre sur pied des projets de théâtre [Dans le précédent numéro, Frode a parlé de l'un de ses articles dans lequel il a proposé de nouveaux projets théâtraux adaptés aux nouvelles conditions de la Covid-19]. Vous contactez ces immeubles et demandez si les habitants veulent bien recevoir des spectacles ou des concerts dans leurs appartements ou dans leurs cours. L'un de mes collègues a commencé à répéter un spectacle qui va être joué dans les appartements dans différentes régions de Norvège. Il a eu cinq réservations de la part de ces gestions immobilières.



Exposition « Itinérances » du photographe Ferrante Ferranti

Jusqu'au 30 décembre, découvrez l'exposition « Itinérances » du photographe français Ferrante Ferranti. Celle-ci a lieu dans les trois instituts français de Turquie à Ankara, Istanbul et Izmir.



Ali Türek

L'œil qui peint

Cela fait, désormais, partie de mes routines du dimanche matin. Depuis un certain temps, les décors de la Maison de la photographie européenne à Saint-Paul m'accompagnent régulièrement ces fins de matinée du week-end.

Dimanche dernier, je n'ai pas échappé à la règle. J'y suis retourné pour réfléchir longuement à ce qu'affirmait Ara Güler sur la photographie ou plus exactement sur son métier.

Ara Güler était l'œil d'Istanbul. Il avait donné à la postérité les rares images d'une ville qui vit, respire, travaille et galère, bien loin des clichés dans la brume d'une perle-capitale fantasmée. Il avait photographié les rues, les mosquées, les

cimetières et les immeubles, mais surtout les habitants de cette ville. C'était, peut-être, pour cette raison que pendant longtemps j'avais inconsciemment fait un rapprochement entre ses clichés et l'œuvre d'un auteur singulier de la langue turque, du nouvelliste Sait Faik. Pourtant, Ara Güler refusait catégoriquement l'idée selon laquelle la photographie serait un art. Il évoquait la simplicité du geste cliquant sur le déclencheur et n'acceptait pas l'idée qu'une création artistique, titre digne des Picasso, des Mozart ou des Beethoven, puisse découler d'un geste si anodin.

Quelque chose dans tout cela clochait et me laissait perplexe. La photographie, est-elle de l'art ? Figurer un instant particulier de la vie de tous les jours et le



Sirma Parman

La peur de visiter un musée pendant la pandémie

Avez-vous peur de visiter les musées et les galeries en raison du coronavirus ? En ce qui me concerne, oui. Je ne suis allée dans aucun musée ou galerie depuis le mois de mars. Et j'ai réalisé que ça me manque. Visiter une exposition était une très belle activité que je faisais seule, seule avec moi-même et avec l'art. Bien sûr, je savais déjà à quel point cela me rendait heureuse. Mais désormais, alors que je n'ai pas pu y aller pendant des mois, j'ai davantage réalisé sa valeur. Les musées et les galeries de Taksim et de Pera me manquent particulièrement. Croyez-moi, je ne suis pas retournée à Taksim depuis le mois de mars. Comme j'habite sur la rive asiatique d'Istanbul, j'allais généralement à Taksim en ferry, avant de prendre le minibus. Parfois, je marchais depuis l'Université de Galatasaray, en regardant autour de moi. Quand j'arrivais à Taksim, j'aimais marcher seule dans la foule. Si depuis quelques années les touristes arabes sont les plus nombreux dans la foule de Beyoğlu, on y observe des gens très différents, des cultures différentes, des rues que vous ne pouvez pas voir ailleurs... J'avais l'habitude de rentrer dans les librairies, de découvrir des expositions, de m'asseoir parfois pour lire un livre. Cela peut sembler drôle, mais quand j'y repense, je me sens à l'étroit. Bref, on comprend la valeur de certaines choses quand on les perd. Lorsque je faisais mes études en master, j'ai vécu à Paris, dans le quartier du Marais, près du Centre Pompidou. Je m'y rendais presque tous les jours pour utiliser la bibliothèque. Je souhaite tellement visiter le Centre Pompidou maintenant ! Actuellement, le musée rend hommage au maître absolu de la couleur, Henri Matisse, à l'occasion du 150^e anniversaire de sa naissance, à travers l'exposition « Matisse, comme un roman ». Cette exposition présente plus de 230 œuvres incontournables et documents inédits de Matisse. Si vous êtes à Paris, vous pouvez découvrir cette réunion d'œuvres du grand artiste français jusqu'au 22 février prochain.

Permettez-moi de partager une information intéressante sur Matisse. Enfant d'une famille ambitieuse, Matisse n'avait pas le moindre intérêt pour la peinture durant son enfance. Il a d'ailleurs débuté dans la vie professionnelle comme clerc de notaire. Ce grand artiste, qui a découvert la peinture par hasard à l'âge de 22 ans, a essayé à deux reprises d'intégrer l'École des Beaux-Arts de Paris. En vain. C'est alors qu'il a décidé d'attendre à l'extérieur de l'école tous les matins et de se heurter « accidentellement » aux tuteurs avec ses dessins. Il désirait ainsi attirer l'attention sur ses peintures qui tombaient au sol. Ce manège a duré plusieurs semaines. Finalement, l'un des tuteurs a invité Matisse dans ses cours. L'artiste a finalement été accepté à l'école lors de sa troisième tentative. Il avait alors 27 ans. L'idée de visiter un musée de façon virtuelle ne me semblait pas très attrayante au début. Néanmoins, j'ai tout de même essayé, ce qui m'a permis de visiter des musées des quatre coins du monde. Les visites en ligne peuvent donc être une bonne occasion de découvrir des musées que nous ne pouvons pas visiter en raison de la distance géographique habituellement, mais aussi du fait de la pandémie. Nous pouvons ainsi découvrir des expositions de conservateurs de renommée mondiale. Nous pouvons aussi nous rendre dans de célèbres musées et centres d'art de New York, de Londres, de Bâle, de Tokyo et de Hong Kong dans le confort de notre maison. En revanche, ça ne remplacera jamais une visite en personne.

Bien sûr, vous pouvez me dire : « Si cela te manque autant, va visiter des musées ». Je sais, il est temps de s'adapter à la « nouvelle normalité ». Le mois prochain, j'espère être en mesure de parler d'une exposition à laquelle je me serai rendue.



transmettre sur un papier, peuvent-ils être élevés au rang d'une création, au même titre que la Symphonie N° 40 ou la Vénus de Milo ? À quel moment un cliché captant une scène quotidienne devient-il une œuvre d'art ?

À quel moment, la photographie, suit-elle, elle aussi, ce fameux et laborieux processus de création ? Sait-elle être cette forme d'expression intrinsèquement originale ? À ces questions s'ajoute la complexité des formes multiples de la création photographique. La photographie lie désormais l'instant à des performances. Elle mêle l'image et le mouvement, le dessin et le geste dans le processus créatif. Tout corps devient l'objet de sa création. Toute performance s'exprime à travers ses objectifs. Elle déborde des dimensions du papier et devient « monumentale ». Chercher des réponses était une tâche

difficile pour ce beau dimanche ensoleillé. Et j'ai repensé à ce cliché en noir et blanc des ouvriers fumant leur cigarette dans les docks de Haliç. Curieux de revoir à quel point ces ouvriers me rappellent encore les gens qu'avait peint Sait Faik dans les quartiers cosmopolites et populaires d'Istanbul.

Puis, des portraits humains. Il existe quelque chose de beau, d'intrigant, d'insaisissable dans les portraits. Au point de ne rien laisser banal ou ordinaire dans le regard capté d'un passant. Quelque chose, même, de très beau, digne de la Vénus de Milo. Plonger dans la rencontre intense entre l'œil derrière la caméra et le regard capté un instant de ce passant est une sensation extraordinaire. Plume ou pinceau de l'un, caméra de l'autre. Ara Güler avait tort. Summum de l'art, quand même !